

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LORS DE LA RÉCEPTION OFFERTE PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE DE GRANDE-BRETAGNE, LONDRES, JEUDI 20 OCTOBRE 1983.

20 OCTOBER 1983 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le président,

- Mesdames, messieurs,

- Vous pouviez m'inviter, les circonstances s'y prêtaient, ce que l'on appelle les "sommets franco-britanniques" ont lieu maintenant chaque année, à deux reprises, dans un pays puis dans l'autre et c'était une excellente façon de compléter les entretiens que j'ai ou que j'aurai avec le chef du gouvernement ici, dans ce pays ami, que de venir à la rencontre de ceux qui participent éminemment à l'activité économique et aux échanges dans ce pays et entre nos deux pays.

- Un centenaire, cela compte. Certes, cela s'inscrit dans une relation fort ancienne de ces deux pays voisins, cela coïncide à peu près - 1883 - 1983 - avec le rapprochement historique, devenu amitié historique, alliance fondamentale, partage des risques et des drames et des gloires, à l'occasion de deux conflits mondiaux, bref vos anciens, puis vous-mêmes, avez accompagné, par votre présence et votre activité, un moment important de l'Histoire de l'Europe. Mais c'était bien le moins, qu'à l'occasion d'une des cérémonies ou de l'une des rencontres - vous venez de me dire à l'instant que vous aviez dans le cours de l'année multiplié les occasions - c'était bien le moins de venir vous saluer pour échanger quelques propos et, une fois les discours terminés, ils sont et ils seront brefs, la possibilité de pouvoir m'entretenir avec quelques-uns d'entre vous avant de rejoindre Downing Street où je suis attendu. \ Ce qui est vrai, ce que - j'ai ici quelques données écrites - entre 1973 et 1983, pour m'en tenir aux dernières années de ce centenaire, nos échanges en valeur ont été multipliés par huit. Nous sommes, nous Français, devenus le quatrième fournisseur de la Grande-Bretagne, la Grande-Bretagne occupant pour sa part la sixième place dans les fournisseurs de la France. Entre 1977 et 1981, nous avons investi 38 à 40 % de ce que les autres Etats membres de la Communauté `CEE` avec nous ont investi en Grande-Bretagne.

- Le développement de ces échanges souligne l'orientation croissante de notre économie vers nos autres partenaires de la Communauté européenne et montre que, face aux difficultés économiques que nous affrontons, l'un et l'autre, nos deux pays ont su resserrer leurs liens. On sait bien que la Grande-Bretagne et la France ont été et sont particulièrement touchées par la crise mondiale, ce qui veut dire que, cette crise s'imposant à nous non pas seulement comme le signe d'un danger mais aussi comme la chance d'un renouveau, j'attends, nous attendons beaucoup de ceux qui, comme vous exercent une activité essentielle pour aborder avec sang-froid, je dirais presque tranquillité d'esprit, et certitude le temps qui vient. Il n'y a pas d'exemple que des hommes responsables ne parviennent à dominer le cours des choses ou bien si les choses s'imposaient à l'esprit des hommes, où irions-nous ? \

Vous qui représentez nos sociétés industrielles, bancaires, commerciales à l'étranger, vous savez par expérience que c'est sur les marchés extérieurs que se mesurent le dynamisme des entreprises, leur compétitivité, leur aptitude à résister à la concurrence et à se développer. Nous avons déjà enregistré des résultats encourageants, l'économie française est de plus en plus compétitive on vient de le voir au cours de ces derniers mois et même de ces derniers jours, puisque les éléments qui interviennent dans le calcul du commerce extérieur montrent que nous n'avons pas si bien réussi que cela à limiter nos importations tandis que nos exportations ont connu un bond en avant parmi les plus remarquables de ces dernières décennies.

- Monsieur le président, mesdames et messieurs, dans cette Chambre de commerce, je tiens à vous dire que le renforcement et le développement de la coopération industrielle entre la France et la Grande-Bretagne est un de nos principaux objectifs.

- Dans quelques semaines, nous irons à Athènes où se recontront les dix pays de la Communauté européenne `Conseil européen` : ce sera une rencontre extrêmement difficile. Tous les problèmes se posent à la fois et la crise rend chaque pays frileux, l'incite à se replier sur soi et précisément à oublier

que, face à la concurrence des plus puissants, c'est l'addition de nos efforts, de nos compétences, de nos intelligences, de nos spécialités, qui devrait nous permettre, notamment dans les industries de progrès et particulièrement dans le domaine de l'informatique, non seulement de supporter cette concurrence mais de l'emporter sur le marché.

- Peu de temps après, c'est-à-dire dès le premier janvier 1984, c'est la France qui assurera la présidence du conseil des ministres et de tous les conseils de la Communauté `CEE` et nous entendons bien, en cette circonstance, développer une série de propositions qui s'inscriront dans la ligne de ce que j'ai pu dire à Versailles lors du Sommet des pays industriels en 1982, qui a donné lieu à l'étude de dix-huit dossiers, dans le domaine des industries de pointe, aussi bien informatique que biologique, à dix-huit rapports dont quelques-uns d'entre eux devraient pouvoir entrer bientôt dans les faits.

- Vous êtes, mesdames et messieurs, parmi ceux qui font la preuve que la France est capable de s'engager avec énergie et réussite dans cette compétition. Je tiens donc à vous plus que vous n'imaginez, enfin j'en ai l'impression. Il faut que vous réussissiez parce que votre réussite fera la nôtre, et quand je dis la nôtre, celle de la France. Si cette visite peut servir d'encouragement et de marque d'estime pour ceux qui appliquent leur intelligence, leur compétence et leur capacité de travail à développer les échanges au bénéfice de leur pays, le nôtre, je ne pourrai que m'en réjouir.

- Merci donc de votre invitation. Nous allons maintenant passer quelques instants ensemble, monsieur le président, mesdames et messieurs, je vous remercie.\